

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EST IMPRIMERIE

Zone Artisanale Tournebride
B.P. 20009
57160 Moulins-Lès-Metz

Références : MOULINS-LES-METZ_EST-IMPRIMERIE_2025-06-13_RAPVI-air_MH_01542
Code AIOT : 0006205493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement EST IMPRIMERIE implanté Zone Artisanale Tournebride BP 20009 57161 Moulins-lès-Metz. L'inspection a été annoncée le 17/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre d'un contrôle sur les conditions de rejet à l'atmosphère de la société EST IMPRIMERIE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST IMPRIMERIE

- Zone Artisanale Tournebride BP 20009 57161 Moulins-lès-Metz
- Code AIOT : 0006205493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société EST IMPRIMERIE est autorisée à exploiter une imprimerie à MOULINS-LES-METZ, par arrêté préfectoral d'autorisation n°90-AG/2-272 du 7 juin 1990 modifié notamment par l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT-BEPE-16 du 23 janvier 2023. Son activité est concentrée sur les imprimés de grande diffusion grâce à deux rotatives offset avec sécheur thermique complétées par un atelier de façonnage permettant l'assemblage de documents à plus forte pagination.

L'activité du site est notamment réglementée par les arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Epurateur thermique	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 6	
4	Fréquence d'analyse	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) constate plusieurs non-conformités sur la thématique de la prévention de la pollution de l'air :

- vitesse d'éjection trop faible ;
- absence de mesurage des rejets de poussières ;
- absence de plan de gestion des solvants 2024.

L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de revenir à la conformité dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ces dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur [...]</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un point de rejet en sortie de l'épurateur thermique, aménagé conformément à la prescription.</p> <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Epurateur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est pourvu d'un point de rejet en sortie de l'épurateur thermique qui traite les gaz issus des</p>

<p>fours de séchage des deux groupes d'impression KBA1 et KBA2.</p> <p>La vitesse minimale d'éjection est d'au moins 8 m/s.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un point de rejet en sortie de l'épurateur thermique traitant les gaz issus des fours de séchage des deux groupes d'impression.</p> <p>L'exploitant a communiqué son dernier rapport d'essais concernant les mesures des rejets atmosphériques de ses installations (rapport N°134474994-001-1 du 20/11/2024) présentant les résultats en amont et en aval de l'incinérateur.</p> <p>L'inspection constate à la lecture de ce rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que ce dernier fait référence à l'arrêté préfectoral n°90-AG/2-272 du 07 juin 1990 : il convient de vérifier qu'il prend bien en compte les modifications de celui-ci, notamment l'arrêté préfectoral n°2020 DCAT-BEPE-16 du 23 janvier 2020 ; - que ce dernier n'indique pas les valeurs limites d'émission (VLE) de référence prises en compte, ni la conformité à celles-ci : il conclut cependant globalement à la conformité des rejets ; - une vitesse d'éjection moyenne en amont de l'incinérateur (dans la section de mesure) de 6,7 m/s; - une vitesse d'éjection moyenne en aval de l'incinérateur (dans la section de mesure) de 3,2 m/s, ce qui constitue une non-conformité ; - plusieurs écarts relatifs à l'installation concernant la section de mesure et un nombre d'axes de prélèvement insuffisant ou inutilisable augmentant les incertitudes sur les résultats de débit et de flux. Le rapport mentionne cependant l'absence d'impact sur l'analyse de conformité. <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des éléments de réponse et/ou correctifs à ces constats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité avec la prescription relative à la vitesse d'éjection. Dans ce cadre, il effectuera une nouvelle campagne de mesures de ses rejets atmosphériques présentant notamment les résultats commentés sur la vitesse minimale d'éjection de son installation.</p> <p>L'exploitant devra veiller à ce que les rapports précisent dorénavant les VLE applicables et l'analyse de conformité connexe.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de l'épurateur thermique

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau :

Rejets épurateurs thermique		
Paramètres	Concentrations (mg/m3)	Flux (kg/h)
Poussières	40	1,2
NOx (exprimé en NO2)	100	6
CO	100	1,2
COV non méthaniques	15	0,2
CH4	50	0,6

Le débit de gaz maximal autorisé en sortie de cheminée est de 12000 Nm3/h

Constats :

L'exploitant a communiqué son dernier rapport d'essais concernant les mesures des rejets atmosphériques de ses installations (N° rapport 134474994-001-1 en date du 20/11/2024) présentant les résultats en amont et en aval de l'incinérateur.

L'inspection constate à la lecture de ce rapport :

- comme au point de contrôle 2 : vérification à faire sur les références réglementaires prises en compte, absence de mention des VLE et de l'analyse de conformité connexe, plusieurs écarts relatifs à la mise en œuvre des documents de référence ;
- que le paramètre concernant les poussières n'est pas recherché.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des éléments de réponse et/ou correctifs à ces constats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité pour ce qui concerne la mesure du paramètre "poussières". Dans ce cadre, il effectuera une nouvelle campagne de mesures de ses rejets atmosphériques présentant notamment les résultats commentés sur le paramètre "poussières".

L'exploitant devra veiller à ce que les rapports précisent dorénavant les VLE applicables et l'analyse de conformité connexe.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de l'épurateur thermique
Prescription contrôlée : [...] <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Constats : L'inspection constate que le bureau de contrôle qui a réalisé le rapport de mesures susmentionné aux points de contrôles 2 et 3 est agréé par le ministre en charge de l'environnement pour effectuer certains types de prélèvements et analyses à l'émission des substances à l'atmosphère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 30% de la quantité de solvant utilisé. L'exploitant établit annuellement un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation ainsi que la quantité d'émissions diffuses. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas réalisé de plan de gestion de solvants (PGS) pour l'année 2024 et n'a pas été en mesure de montrer ses PGS antérieurement à 2024. Par courriel du 07 mai 2025, l'exploitant a transmis le PGS 2020 et indiqué ne pas retrouver ses PGS 2021, 2022 et 2023 au motif que ces derniers n'ont pas été archivés en interne après le départ de la personne référente sur le sujet. L'inspection a consulté le PGS de 2020 et constate que les émissions diffuses représentent 8,54% de la quantité de solvants utilisés sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité concernant le plan de gestion des solvants pour l'année 2024 et de justifier à l'inspection du respect du flux annuel des émissions diffuses issues de ses activités.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois